

La Belle Province des collabos

par Eric Jennings

Des collaborateurs de Vichy exilés au Canada ? Après la guerre, des criminels français trouvèrent refuge sur les rives du Saint-Laurent, où prospéra une singulière pépinière royaliste et anti-républicaine.

Recensé : Marc Bergère, *Vichy au Canada. L'exil québécois de collaborateurs français* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, 328 p., 20 €.

Vichy et le Québec : le sujet a déjà fait couler beaucoup d'encre et suscité plusieurs polémiques, dira-t-on. La force et l'originalité de l'excellent ouvrage de Marc Bergère tiennent à une double focalisation portant à la fois sur l'exil de collaborateurs français au Canada et à la mémoire de ce phénomène. Issu d'un travail d'habilitation à diriger des recherches, ce livre est le fruit d'impressionnantes recherches menées des deux côtés de l'Atlantique. Sa palette méthodologique n'est pas moins remarquable : le livre traite de dimensions diplomatiques, culturelles, intellectuelles, politiques et sociales.

Des criminels en exil

D'emblée, l'introduction scrute les horizons d'un Vichy et d'une sortie de guerre française « hors les murs ». Les colonies, les Amériques, l'Irlande, l'Europe de l'Est, voilà autant de champs qu'aborde M. Bergère par le biais de comparaisons. Il met à mal l'idée que le Québec aurait été particulièrement réceptif à l'idéologie pétainiste ou réticent vis-à-vis de la France libre, en rappelant que les États-Unis ne l'étaient pas moins. Il observe en effet qu'une sorte de « *soft power* » vichyste y travaillait l'opinion.

Selon M. Bergère, l'accueil de miliciens au Québec après-guerre est surtout imputable à un réseau catholique et ultraréactionnaire principalement montréalais (même s'il bénéficiait

d'appuis à Kamouraska, notamment). Ceci étant dit, la plus grande partie de l'ouvrage est consacrée à ce milieu dans lequel Vichy apparaissait comme un retour salutaire aux valeurs prérévolutionnaires, et le gouvernement provisoire comme un avatar de la Terreur de 1793-1794.

L'impact de la guerre froide et, surtout, sa récupération par les collaborateurs et leurs protecteurs québécois retiennent également l'intérêt. Le livre regorge d'ailleurs de comparaisons, d'exemples de criminels de guerre qui ont échappé aux mailles de divers filets, en raison de ces instrumentalisation.

Parmi les « protecteurs » s'appuyant sur l'anticommunisme, relevons l'exemple de Robert Rumilly. Ce « marchand de corsets » maurassien, né en France et émigré au Canada en 1928, converti en historien du Québec, devint après la guerre le principal soutien de Jacques Dugé de Bernonville. Milicien et ultra de la collaboration, ce dernier avait dirigé la répression contre les maquis du Vercors, avant de trouver refuge dans la Belle Province, où certains, à commencer par Rumilly, le reçurent en héros. Singulière pépinière royaliste et antirépublicaine, synergie sulfureuse que celle qui prospéra sur les rives du Saint-Laurent.

Autre point saillant : le nombre de criminels de guerre, toutes nationalités confondues, ayant trouvé refuge au Canada. À titre d'exemple, sur la liste des dix criminels de guerre les plus recherchés par le Centre Simon-Wiesenthal en 2012, trois d'entre eux avaient séjourné au Canada ou y vivaient toujours. Au passage, M. Bergère manque de citer l'un des tout premiers, et non des moindres : le nazi Otto Strasser, qui émigra au Canada en 1941.

Échos, transformations et déformations transatlantiques sont au cœur de l'ouvrage. Le suivi médiatique du procès Pétain au Québec en constitue un bel exemple : certains Québécois y percevaient la vengeance de la franc-maçonnerie, d'autres y imaginaient l'intransigeance de Robespierre ou les procès de Moscou. D'autres encore, plus subtils dans leur critique, ne manquèrent pas d'ironiser sur le manque de légitimité constitutionnelle du général de Gaulle en 1940 comme en 1944.

Parmi les sections courtes mais riches, je citerai le développement que consacre l'auteur aux années fastes de l'édition québécoise pendant la guerre. Alors que sévissait la censure allemande et vichyste en France, le Québec devint ni plus ni moins « l'épicentre de l'édition française ». Ce phénomène allait toutefois être de courte durée : une fois les réseaux et fournisseurs rétablis après-guerre, les autorités françaises et canadiennes se mirent d'accord sur le principe d'un livre québécois dépêché en France pour trois livres français livrés au Québec...

Bernonville, un gros poisson

Cela nous amène à la question délicate des relations affectives franco-canadiennes et *a fortiori* franco-québécoises. Le rapport dit « néocolonial » entre Paris et Québec constitue un leitmotiv récurrent aux conséquences inattendues. Prenons l'incroyable affaire de la censure du film *Les Enfants du paradis* au Québec en 1945 (interdiction qui dura presque deux décennies !). Alors que l'ambassadeur de France au Canada tentait de soutenir le film, il fut fustigé pour son ingérence par la presse québécoise ; le film se vit assimilé à une France « immorale et décadente », voire communiste.

Cette crispation permanente, dont la censure des *Enfants du Paradis* ne représente qu'un symptôme, est patente dans l'affaire de la protection dont bénéficiait un petit cercle de collaborateurs français. En partie en raison de telles accusations d'ingérence, les représentants de la France se firent relativement discrets pour traiter le dossier des miliciens venus s'installer au Canada.

Ces collaborateurs occupent véritablement le cœur du livre. Force est de constater que la plupart d'entre eux étaient d'assez petites fritures, dont beaucoup de médecins. Cela amène l'auteur à entreprendre une intéressante réflexion sur l'influence qu'a pu exercer le pétainisme au sein de cette profession. Le gros poisson n'était autre que Bernonville. Parmi les passeurs et promoteurs de cette curieuse vague d'immigration clandestine, citons le maire de Montréal fascisant Camillien Houde et, dans le cas de Bernonville, l'entourage du comte de Paris.

Il faut reconnaître en Bernonville un singulier personnage, marqué par le complot. Ancien cagoulard, royaliste convaincu, il allait à deux reprises être soupçonné de vouloir participer à une « marche sur Vichy », régime qu'il estimait trop mou et trop timide (malgré sa grande admiration pour la personne du Maréchal). S'ensuivit une dérive censée prouver au chef de la Milice que Bernonville était fiable et fidèle. L'homme organisa une Phalange africaine destinée à lutter contre les Alliés en Afrique du Nord. Puis, en coopération avec les SS, il forma des corps d'auxiliaires pour appuyer les Allemands dans leur répression des maquis. Il mena la contre-insurrection dans le Vercors, où il sema la terreur.

Puis il franchit le Rubicon en s'enrôlant personnellement dans la *Waffen SS*. Pourtant, selon Rumilly, son hôte franco-canadien d'après-guerre, Bernonville est « un brave, un fier chrétien, un adversaire résolu du communisme » (p. 104). Il convient enfin d'évoquer le traqueur de Bernonville, Maurice Duclos. Lui aussi issu de la mouvance cagoularde, il s'illustra au contraire dans la France Libre dès l'été 1940, avant de prendre un poste à l'ambassade de France d'Ottawa après la guerre. Là, il consacra son temps à poursuivre l'ancien milicien.

Bernonville et ses camarades ont bénéficié de complicités indéniables de la part du clergé des deux côtés de l'Atlantique ; divers établissements religieux, dont des abbayes, ont abrité un temps ces gens du Service d'ordre légionnaire, de la Milice, etc., inculpés de trahison

ou d'intelligence avec l'ennemi. Certains avaient en effet traqué des résistants, d'autres avaient arrêté des Juifs, et presque tous avaient mené avec entrain la guerre civile franco-française de 1944. L'un d'entre eux, Michel-Lucien Seigneur, avait dénoncé à tout vent les anglophiles et les gaullistes, avant de se lier avec les Allemands dans le secteur d'Oradour-sur-Glane en mai-juin 1944.

L'ouvrage propose une fine analyse de phénomènes mémoriels, à commencer par les rebondissements de l'affaire Bernonville, qui finit assassiné au Brésil en 1972. M. Bergère souligne à juste titre que l'accent mis par les historiens et les médias, depuis les années 1990, sur l'antisémitisme et l'autoritarisme réactionnaire et chrétien au Québec a suscité un effet de réaction. Ainsi, Yves Tremblay a insisté sur le rôle des Québécois dans l'armée canadienne qui a contribué à libérer la France et les Pays-Bas en 1944-1945. En clair, l'auteur réfute la « vision globalisante » d'un Québec en guerre trop souvent dépeint en noir, surtout dans les années 1990-2000.

Réflexions critiques

À ce stade, je me permettrai quelques petites critiques. La structure de l'ouvrage pose problème à mon sens. Le chapitre 2 analyse l'affaire des collaborateurs français « réfugiés » au Québec, alors que leur portrait n'a pas encore été dressé. Ils ne sont présentés au lecteur que dans les chapitres 3 et 5 – ce dernier constituant un remarquable travail de prosopographie. Cela donne la curieuse impression de terminer avec le début.

Outre cet aspect peu linéaire, il me semble que les lecteurs non spécialistes du Canada et du Québec risquent de se perdre dans divers méandres. La Révolution tranquille est évoquée à différentes reprises, sans être définie. Plus généralement, les échos mémoriels consistent en une narration à saute-mouton qui contourne le deuxième – et le plus connu – des « moments » gaullistes au Québec, celui de 1967 (et la phrase « Vive le Québec libre ! », assortie d'une assimilation pour le moins maladroite entre fédéralisme canadien et occupation allemande : « Ce soir ici, et tout le long de ma route, je me trouvais dans une atmosphère du même genre que celle de la Libération »).

En outre, le fait francophone au Canada tel qu'il est présenté par M. Bergère semble uniquement concerner le Québec, alors que le regard des Acadiens, des Franco-Manitobains ou des Franco-Ontariens aurait peut-être livré des contre-exemples. Tout comme les papiers des consulats français en dehors du Québec. Quelques regrets également : les archives de Pierre Dupuy, le représentant canadien à Vichy, révèlent un même espoir d'une restauration monarchique en France, ce qui invite peut-être à une mise en parallèle avec le royalisme de Bernonville.

Enfin, puisque l'auteur commente les rares films canadiens sur la Seconde Guerre mondiale, *The Statement* (2003), du cinéaste canadien Norman Jewison (*Crime contre l'humanité* en version française) aurait pu livrer des pistes, car il y est question d'un pseudo-complot canadien pour assassiner d'anciens miliciens français. Le personnage principal, ancien milicien, pense même trouver asile au Québec.

Saluons dans l'ensemble un livre remarquable pour sa capacité à saisir des rebonds mémoriels. Méthodologiquement, le travail est enrichi par la ligne qui consiste, à l'invitation de Romain Bertrand, à « faire un pas de côté », plutôt que de réaliser une histoire croisée *stricto sensu*.

Publié dans lavedesidees.fr, le 17 mars 2017.